

Lundi 16 Novembre 2015

Les attentats de Paris / Comment en parler ?

3000

PERSONNES RECUEILLIES À TOKYO
Près de 3000 personnes ont participé au hommage dimanche aux victimes des attentats de Paris. Au cours de ce rassemblement organisé sur la place de la Résidence de France, la foule a observé une minute de silence et entonné le Marseillais.



LA CATHÉDRALE ARCTIQUE DE TROMSØ

Epinglé

Les contrôleurs aériens suspendent leur grève

Geste. Le premier syndicat des contrôleurs aériens, le SACTA, a suspendu samedi son préavis de grève prévu pour mardi après les attentats de Paris. "En considérant le gravité de la situation et l'émotion suscitée, on préfère suspendre notre mouvement", a déclaré Roger Rousseau, porte-parole du syndicat SACTA. Les contrôleurs aériens étaient appelés à faire grève à partir de mardi, entre 05h30 et 06h30, pour des revendications salariales et sur les conditions de travail. (AFP)

"On laisse les gens se recueillir. On n'est pas des sauvages."

UN POLICIER FRANÇAIS
La préfecture de police de Paris a autorisé une interdiction de manifester jusqu'à jeudi, pour des raisons de sécurité. Ce qui n'a pas empêché des centaines de personnes de venir se recueillir sur les lieux des attaques et place de la République.

"On a décidé de ne pas traverser Paris."

OLIVIER BIERHOFF, MANAGER DE LA MANNSCHAFT
Trots kamikazes se sont fait sauter aux abords du Stade de France pendant le match amical qui opposait vendredi la France à l'Allemagne. Les joueurs, "choués et très émus" après avoir appris la nouvelle, ont passé la nuit dans les vestiaires du stade.

"Tout est mort, fermé, ça ajoute à la morosité et au deuil."

CHANTAL, UNE PARISIENNE
Marchés annulés, terrasses dégringolées, commerces, musées, salles de spectacle et de sport fermés. Les Parisiens peinent dimanche à retrouver leur rythme, dans une capitale à l'air criblé de balles, encore sous le choc des attentats.



La police a sécurisé la place de la République, alors que des personnes s'y rassemblent dimanche pour rendre hommage aux victimes.

Des jeunes choqués, inquiets et révoltés

Ils ont 22 ou 23 ans et ne prennent pas à la légère les attentats. Ils se sentent concernés et tous visés. Témoignages.

Comme beaucoup, certains "jeunes", à l'étape de la vingtaine et sans doute pleins d'illusions, ont coloré de bleu blanc rouge leur photo de profil sur Facebook, pour montrer leur soutien à la France et aux Français. Mais quel impact ces événements ont-ils eus sur eux ? Dans quelle mesure se sentent-ils concernés ? Coup de sonde.

Marquise, bien sûr que Michèle, 22 ans, étudiante en kiné, l'est pas cet événement sans précédent pour elle. "D'jà, on avait été fort touché par l'histoire de Charlie Hebdo, mais là, ce sont des gens qui n'avaient rien fait à personne et qui ne demandaient qu'à s'amuser bien en train à une terrasse de café, aller écouter un concert... Alors, se faire tuer comme ça, juste parce que l'on est un mauvais être au mauvais moment, c'est vraiment choquant, révoltant. Je trouve que la sécurité devrait être renforcée, qu'il faudrait changer les méthodes de surveillance pour mieux connaître les mouvements de ces gens".

L'autre sous, selon la jeune fille, est la mauvaise information: "Remarque de gens font le rapprochement entre musulmans et terroristes, alors que ce n'est pas le cas. Mais il est sûr que tels actes amènent à une stigmatisation plus grande encore des musulmans".

Rassurer les enfants grâce à l'image paternelle et du Président

Le pédopsychiatre Marcel Rufo et la psychologue Diane Drory insistent sur le rôle rassurant des responsables politiques.

Comment parler aux enfants et adolescents des attentats terroristes qui ont eu lieu vendredi à Paris ? Pédopsychiatre français renommé, Marcel Rufo estime que "ce qui est terrible, dans les attentats de vendredi, c'est qu'ils ont touché la fois le père qu'il y a une image intéressante pour les enfants, celle de François Hollande, qui apparaît en tant que père de la nation, sous réserve que les parents ne soient pas critiques vis-à-vis de lui. Le fait qu'il remette tout le monde à l'échelle au milieu des enfants au milieu de l'image paternelle extérieurement du Président ajoute l'image intime: "Je te protège".

Psychologue et psychanalyste belge, Diane Drory nous déclare également qu'il faut expliquer que nous sommes des ministres pour gérer la situation, rassurer les enfants grâce à cette fonction protectrice de la société, leur dire qu'ils peuvent faire confiance aux adultes et faire en sorte qu'ils comprennent que la situation est gérée en mains propres qu'ils se sentent protégés.

Conseil de famille
La psychanalyste préne, par ailleurs, l'instauration du dialogue et du conseil de famille presque à la manière du nocher du conseil chez les loups. Couper la télé, éteindre les écrans, le temps de discuter, d'exprimer ses peurs, ses craintes et d'être rassuré, tel est son

principal conseil. "Il est évident qu'on ne va parler dans tous les sens. Ce sont principalement des jeunes qui ont été touchés au bataillon. Il faut donc ouvrir la discussion pour être les compagnies. On n'est pas sûr. Pour lui, c'est tout ou rien. Il importe de fermer le poste de télévision, de ne pas rester bloqué sur les images et d'établir un temps de parole pour qu'il puisse exprimer ce qu'il ressent, ce qu'il imagine. Il a peut-être peur d'aller au concert la semaine prochaine ou dans un club, il doit donc pouvoir exprimer ses peurs même sans lui chercher que le risque zéro n'existe pas. Mais on ne peut pas l'empêcher de continuer à vivre". Dans le même esprit, Marcel Rufo suggère un dialogue entre parents et enfants autour de leurs sources d'information, que les adultes prennent le temps de s'intéresser aux réseaux sociaux des plus jeunes en leur disant: "Maman, moi tu peux te renseigner sur les infos et regarder mon journal. Tiens, cette analyse là est intéressante", afin de créer un échange. Et laisser les larmes et l'émotion se faire. "Mais nous, je suis avec eux lorsque quand je vois Madonna chanter. La vie en rose".

À l'égard des plus jeunes, Diane Drory encourage le discours rassurant: "Il faut leur expliquer que cela ne s'est pas passé dans la rue d'où ils sont et que les Parisiens ne peuvent malheureusement pas dire cela". De plus, d'un système sans, eux-ci vivent sans doute les non-dits et perçoivent l'angoisse des parents. "Ils peuvent que les parents doivent être raisonnables, engager la conversation, renvoyer une image protectrice et celle-ci ne pas empêcher l'enfant de vivre d'un enfant. Car il y a, chez l'humain, une réaction instinctive qui consiste à régresser, à avoir peur du bien".

Encourager les élèves à échanger leurs émotions

La ministre de l'Éducation demande aux écoles d'organiser ce lundi une minute de silence précédée d'un espace de parole.

Depuis samedi, je réfléchis à la façon dont je suis abordé avec mes élèves les attentats perpétrés vendredi soir à Paris, confiés dimanche après-midi cet enseignement dans le 3^e degré de l'enseignement secondaire. Après en avoir parlé en famille, entre amis, sur les réseaux sociaux, le temps des questions, interrogations et réflexions se fera dès ce lundi matin dans les salles de classe et les cours de récréation. Ce sera alors aux acteurs éducatifs de prendre le relais et de tenter de trouver des clés pour expliquer et décoder ces terribles événements auprès des élèves. La ministre de l'Éducation Joëlle Millard (LREM) a d'ailleurs annoncé dimanche son souhait de voir les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles organiser ce lundi à midi une minute de silence avec leurs élèves et que celle-ci "soit précédée d'un espace de parole par classe ou groupe de classes". Objectif? "Permettre aux élèves de parler et de partager ensemble les valeurs fondatrices de la démocratie".

Mais comment mener ces espaces de parole? "Tout au type de transmission que les attentats de ce week-end génèrent, cela suppose une méthodologie mais il faut particulièrement, estime le psychopédagogue Bruno Bumbbeck (L'Obs). Si l'on veut prévenir les radicalisations,

il faut éviter, selon moi, de mettre en place des espaces de discussion, dans lesquels on demanderait, par exemple, aux élèves quelle est leur opinion sur ce qui s'est passé et de traverser avec des réflexions idéologiques ou idéologiques". "Qu'est-ce que ça veut dire après ce qu'il s'est passé?", on accepte l'idée que l'on va échanger des émotions et, donc, que l'on ne va pas contrôler l'émotion de l'autre".

Pour Jacques Cornet, sociologue, chercheur d'enseignants et membre de Chacnements pour l'égalité (CGE), les enseignants doivent d'abord "instaurer un certain nombre de choses". Exemples: "Ne pas respecter la commande de la ministre d'ouvrir un espace de parole et de faire une minute de silence s'ils estiment que dans leur situation cela risque d'être contre-productif. Ou s'autoriser à bosser la grille (horaire) pour prendre du temps pour traiter la question des attentats de Paris", en utilisant alors "un média au sens large du terme comme les extraits d'un JT, un dessin de presse... qui permet de prendre du recul". M. Cornet conseille également aux enseignants d'adapter le traitement des événements du week-end en fonction de l'âge des élèves, mais "plus encore en fonction du public". "Nos écoles sont très hétérogènes socialement. Nous allons donc pas en parler de la même façon à Ghislain et à Louise".

Enfin, M.M. Bumbbeck et Cornet insistent tous deux sur la nécessité de fermer et d'outiller les enseignants pour qu'ils puissent mener à bien ces espaces de parole car nombreux sont les enseignants qui se sentent encore trop souvent démunis.



Bruxelles fait moins la grève

Brussels Studies A Bruxelles, la désindustrialisation a fait qu'il y a eu moins de grèves.

Bon an, mal an, Bruxelles voit défiler des milliers de citoyens mécontents. D'aucuns parce que leur emploi ou leurs avantages sociaux pourraient être menacés, d'autres marchent au nom de leur idéologie ou pour la défense des droits de l'Homme. Cette

“La dernière grande victoire syndicale remonte sans doute à 1997 avec la mise en œuvre des 35 heures chez VW.”

JEAN VANDEWATTYNE
Brussels Studies, n° 93.

présence récurrente s'explique de par le fait que la capitale de la Belgique est aussi celle de l'Union européenne.

Lieu de travail et lieu de vie

Peu de manifestations concernent des conflits sociaux bruxellois. On s'en réjouira mais pourquoi dénombre-t-on si peu de conflits ouverts dans les entreprises locales ? Une piste d'explication vient du poids du tertiaire public et des très grandes entreprises dans le secteur des services : la concertation sociale y est institutionnalisée mais de surcroît

on y dénombre beaucoup de navetteurs. Or la dissociation entre lieu de travail et lieu de vie rend les mobilisations collectives plus difficiles. Puis, il y a une présence importante de petites entreprises et de sous-traitants où l'action syndicale ne va pas de soi. Et si ça dépendait de l'évolution du tissu industriel et du monde ouvrier bruxellois ? Cette hypothèse est au cœur du numéro 93 de Brussels Studies mis en ligne ce lundi matin. L'article retrace, depuis la grande grève de l'hiver 1960-61 jusqu'à 2010, les grèves dans les entreprises industrielles de Bruxelles. Jean Vandewattyne, docteur en Sciences sociales qui enseigne à l'Université de Mons et à l'ULB contribue aussi régulièrement aux Courriers hebdomadaires du CRISP qui analysent les conflits sociaux de l'année écoulée.

Pour cet éclairage bruxellois, il a choisi des conflits représentatifs soit pour leur dureté ou leur caractère symbolique, soit pour leur caractère emblématique par rapport à la réalité économique bruxelloise de l'entreprise concernée.

De Nestor Martin à VW-Forest

On revit ainsi les conflits de Nestor Martin à VW-Forest en passant par Côte d'Or. En fait le chercheur dégage deux grandes périodes. *“Il y a eu d'abord la fin des trente glorieuses marquée par quelques grèves dures, longues et offensives sur le plan des conditions de travail. Elles mirent sur le devant de la scène la question de la place des travailleurs étrangers dans l'organisation du travail et dans le monde syndical. La période fut aussi marquée par la désindustrialisation qui a commencé dès le début des années 1960 et va se poursuivre, avec l'entrée dans la crise économique (1974), à un rythme plus rapide que dans les autres régions. Cette désindustrialisation ne semble toutefois pas avoir donné lieu à des luttes sociales d'envergure. Il est vrai qu'il y avait le plein emploi et le fait que les pertes d'emplois se produisent principalement dans de petites et moyennes entreprises et, en partie, suite à une délocalisation vers la périphérie.”* Ce sera différent pour la crise économique des années septante, synonyme de moult restructurations. *“La seconde période, du début des années 1980 à 2010, a pour toile de fond la crise économique et de nouvelles politiques managériales qui vont remodeler la réalité du travail et des organisations. Les grèves seront surtout défensives, axées sur la négociation de plans sociaux. La dernière grande victoire syndicale remonte sans doute à 1997 avec la mise en œuvre des 35 heures chez VW. Une victoire qui doit beaucoup au poids d'IG Metal en Allemagne et à sa volonté de faire de la réduction du temps de travail une arme contre le chômage.”*

Christian Laporte



BERT VAN DEN BROUCKE/PHOTO NEWS

La grève de VW-Forest (1997) allait déboucher sur la mise en œuvre des 35 heures.



Des grèves offensives aux grèves défensives : histoire bruxelloise

SOCIÉTÉ Un article publié par « Brussels Studies »

► Entre les années 60 et nos jours, la capitale est passée du statut de ville industrielle à celui de ville de services.

► Jean Vandewattyne a observé les mouvements sociaux liés à cette mutation.



La fermeture de l'usine VW de Forest est encore dans toutes les mémoires. © EPA.

Il n'a pas fallu le temps d'une vie humaine pour voir Bruxelles passer du statut de ville industrielle la plus importante de Belgique à celui de ville à économie de services. Un bouleversement historique entre les années 60 et aujourd'hui qui est certes commun à l'ensemble du monde occidental, mais qui est particulièrement marqué dans notre capitale, comme l'observe le professeur Jean Vandewattyne (UMons et ULB) dans un article publié ce lundi par *Brussels Studies*, la revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles.

Cette transformation radicale – en 1960, l'industrie occupait 166.000 personnes dans les 19 communes, 60.000 emplois ont été détruits dans le secteur

entre 1964 et 1972 et rien qu'entre 1970 et 2000, 75 % de l'emploi manufacturier a disparu dans la capitale, rappelle l'auteur – a eu pour corollaire de générer une kyrielle de conflits sociaux, et c'est sur certains d'entre eux, sélectionnés pour leur caractère exemplatif, que s'est penché Jean Vandewattyne. Objectif : observer l'évolution de la forme de ces conflits, dans une ville qui, « en termes de "conscience de classe" et de "combativité", apparaît fort en retrait par rapport à des centres urbains tels Liège, mais aussi, en Flandre, Anvers et Gand, c'est-à-dire des "régions où les traditions ouvrières sont vi-

vaces" », écrit l'auteur, citant le sociologue Marcel Bolle de Bal. Lors de la grande grève de 1960-61 pour protester contre la « Loi Unique », par exemple, la grève à Bruxelles a duré trois semaines, contre cinq « dans les régions les plus combatives », et elle était davantage le fait des travailleurs du secteur public que des ouvriers.

La forme de ces conflits sociaux a d'ailleurs épousé, au fil du temps, le contexte socio-économique. Si c'est dès 1961 que l'emploi industriel commence à décliner à Bruxelles, ces pertes d'emploi, dans le contexte de plein-emploi des « golden six-

ties », ne donnent pas lieu « à une conflictualité particulière », relève Jean Vandewattyne. Et au début de l'année 1970, les conflits sociaux qui marquent, dans les usines Citroën à Forest ou Nestor Martin à Ganshoren, présentent encore un caractère « offensif » : les travailleurs revendiquent une amélioration des conditions de travail.

Mais dans le tournant des années 1980 et jusqu'à nos jours, ces mouvements prennent une tout autre forme. « Dans un contexte de crise économique profonde », écrit le chercheur, mais aussi de modernisation des entreprises lié aux nouvelles tech-

nologies et au renouveau des conceptions et des pratiques managériales (production à flux tendu, gestion des ressources humaines, etc.) avec, en sus, un développement de la concurrence du travail au noir, on passe à des actions de type « défensif ». Il s'agit, en somme, comme dans les cas de la fermeture de l'usine Côte d'Or, rue Bara, en 1988 (348 personnes licenciées), celle du site ixellois de Philip Morris en 1993 (512 travailleurs licenciés) ou celle de l'usine VW à Forest en 2007 (4.000 emplois supprimés) de négocier les meilleures conditions de départ pour les travailleurs concernés.

Jean Vandewattyne observe encore une caractéristique du monde du travail bruxellois. « Au début des années 2000, écrit-il, près de six emplois sur dix sont occupés à Bruxelles par des navetteurs. » Cette dissociation entre le lieu de travail et le lieu de vie « pose le problème des communautés pertinentes de l'action collective », poursuit-il, tout en rendant les mobilisations plus difficiles. « Voilà, aussi, pourquoi la capitale est moins caractérisée par les mouvements sociaux que les Régions voisines. ■

PIERRE VASSART

www.brusselsstudies.be

Les applications conquièrent les écoles

En Flandre, elle fait fureur. Mieux, elle fait désormais partie des meubles. En 13 ans, l'application numérique Smartschool a conquis 9 élèves sur 10 dans le secondaire, alors qu'après trois ans elle accroit sa présence dans la partie francophone du pays sans qu'il existe encore des chiffres officiels. Smartschool est un service informatique que l'on appelle aujourd'hui un environnement numérique de travail (ENT). Disponible sur un ordinateur, une tablette ou un smartphone, cette application met en lien les directeurs, les enseignants, les parents et les élèves en leur offrant une même plateforme informatique et des services administratifs, logistiques et pédagogiques.

Orientation et pédagogie
Concrètement, il existe ainsi une multitude de fonctionnalités allant du journal de classe numérique, aux messages internes, en passant par la planification annuelle, la gestion des locaux pour l'équipe éducative, des exercices de remédiation, des contrôles digitaux, des vidéos ou même des parcours d'apprentissage individuels. Les possibilités sont objectivement très nombreuses, assez simples d'utilisation et surtout rassemblées sous une seule et même interface.

"Cela ne remplacera jamais une rencontre réelle avec un enseignant, mais cela me permet de mieux suivre mon enfant et surtout de mieux m'organiser pour l'aider dans sa scolarité."

LAURENCE
Maman d'un garçon de 12 ans.

"Ces outils qui ont permis de mieux suivre mon enfant et surtout de mieux m'organiser pour l'aider dans ses devoirs et sa scolarité", explique Laurence, maman d'un petit garçon de 12 ans. "J'ai été très enthousiasmée, et cela lui apprend en plus à utiliser et bien utiliser les nouvelles technologies". Aider tous les acteurs de l'enseignement à dialoguer et à s'organiser pour assurer un meilleur soutien aux élèves, telles sont les ambitions de Smartschool. Pour autant, cela ne reste qu'un outil, prévoyant chacun de leurs côtés Bruno De Lievere, professeur à l'Université de Mons, et Pascal Balancier, expert à l'Agence du numérique, l'ancienne Agence wallonne des télécommu-

nications. Son efficacité "dépendra inévitablement de l'utilisation que l'on en fera".

Les résultats sont incertains
"Aucune étude scientifique ne nous permet d'affirmer que Smartschool améliore les résultats des élèves", reconnaît Christophe Demaer, responsable de la société pour la Belgique francophone. "Notamment parce que nous mêmes n'avons pas accès aux résultats des élèves", explique-t-il en évoquant ce qui est mis en place avec les services juridiques des différents réseaux de l'enseignement néerlandophone pour que la vie privée des utilisateurs soit au mieux préservée. "Par ailleurs, je suis certain qu'une bonne utilisation de Smartschool permet par exemple aux profs de gagner beaucoup de temps".

Avec un coût de base de 8 euros par élève et par mois, l'application demande un certain investissement financier, mais permet de décaler des marges à d'autres endroits, "ne fût-ce que dans l'achat de journaux de classe papier. Après des ou trois ans d'utilisation adaptés, Smartschool permet aux écoles de gagner de l'argent", assure encore Christophe Demaer. Au-delà des coûts et des des des enjeux commerciaux qui s'y cachent (ou la manière, Smartschool, en dialogue constant avec les écoles et leurs besoins à peu près la concurrence en Flandre), Bruno De Lievere ne voit pas voir dans l'émergence de ces nouvelles applications le risque d'une plus importante fracture numérique. "L'accès à Internet n'est désormais plus un obstacle insurmontable en Belgique, mais les écoles doivent se montrer attentives à la petite partie des élèves qui ne bénéficient pas encore d'un accès régulier à Internet".

Quoi qu'il en soit, conclut Pascal Balancier, nous n'assistons qu'aux "bâtiments" des possibilités informatiques. "Nous ne sommes qu'au début d'un long processus d'appropriation de ces outils par les équipes enseignantes". Les usages prochains et leurs potentialités sont encore loin d'être imaginés, mais les outils s'affinent et conquièrent les écoles. Le journal de classe "old school" peut se faire du souci.

Bosso d'Ottreppe

Les francophones, toujours à la traîne

Les francophones pourraient-ils rattraper le retard numérique de leurs écoles ? Le ministre de l'Éducation, Jolien Milquet (CDH), promet de plancher sur deux grands dossiers dans le courant de la législature. Mettre en place une vaste plateforme de partage pour les enseignants, et proposer l'équivalent d'un "Smartschool" gratuit aux écoles de la Communauté. Pour l'heure cependant, rien de précis n'a encore été annoncé.

"Avec le Plan numérique du Gouvernement wallon cependant, on essaie avec un peu d'optimisme", explique Pascal Balancier. "Le grand problème de notre enseignement (c'est que) ce sont les régions qui sont responsables du budget des infrastructures, et c'est la Fédération qui s'occupe du volet pédagogique. Or, faute d'accords et de politiques coordonnées, il y a eu un décalage entre les ordinateurs ou les tableaux numériques s'ils sont sous-exploités et mal utilisés".

Si l'on s'en tient aux chiffres cependant, le bulletin est loin d'être excellent et l'enseignement francophone ne tient pas la comparaison face aux bons résultats obtenus à l'international. En primaire, plus de 12 élèves doivent se rassembler autour d'un ordinateur alors qu'ils sont 7 en secondaire. À titre de comparaison, si l'on prend la moyenne européenne, ils ne sont que 2 par ordinateur en primaire et moins de 5 en secondaire. Et toujours au niveau francophone, seuls 87 % de ces ordinateurs sont connectés à Internet, souvent à "de très faibles débits" expliquent le Plan numérique du Gouvernement wallon lui-même.

9 ÉLÈVES
En Flandre et dans le secondaire, neuf élèves sur dix utilisent une application numérique pour s'organiser, suivre leurs progrès et dialoguer avec les enseignants.

• En Flandre, l'application Smartschool fait un tabac et est utilisée par 9 élèves sur 10.

• Rien de tel côté francophone. Le matériel reste d'ailleurs beaucoup plus pauvre.

• En attendant, ce sont aussi les jeux vidéo qui ont des services à proposer.



La concurrence

Menteo, Caroline et Moodle

D'autres applications existent. En Belgique francophone, 25 écoles utilisent le projet Menteo qui s'adresse principalement aux élèves et aux enseignants et qui permet "une meilleure gestion des ressources, de la communication et des événements" au sein des établissements.

Plus connu et internationalement reconnu est le projet Caroline Connect. Né entre les murs de l'UCL, tourné à l'origine vers l'enseignement supérieur, il est désormais lui aussi utilisé par des écoles secondaires, notamment dans le cadre d'un projet pilote actuellement en cours. Son objectif, et l'instar, entre autres, du très international Moodle est également d'offrir une plateforme de collaboration en ligne, afin de faciliter la formation des élèves et la gestion d'une année scolaire dans toutes ses dimensions.

Les réseaux sociaux

Et Facebook dans tout cela ?

L'école devrait-elle s'emparer de Facebook ? C'est l'avis de l'enseignant Charles Dieltjens, auteur du livre "Facebook, une présence efficace pour votre école". Il en est certain, offrir à un établissement une visibilité positive sur les réseaux sociaux ne pourra que lui être bénéfique.

Plus largement, l'usage est aussi d'apprendre au sein des écoles à utiliser Facebook à bon escient. Officiellement ou officieusement d'ailleurs, de plus en plus d'écoles communiquent via Facebook avec leurs élèves qui n'hésitent pas, quant à eux, à créer des groupes privés pour échanger sur le devoir du jour, l'interro du lendemain, ou même pour partager les questions d'examen qui auront été faites. Le ministre Milquet s'en souvient d'ailleurs très bien.

Les jeux vidéo

Les codes du jeu vidéo au service de l'enseignement

Six flèches, des paysages qui évoluent, un avatar qui grandit. Les éditions Van In, spécialisées dans l'enseignement pédagogique proposent désormais aux écoles et aux enseignants le programme en ligne Wazzou (ou Bingel en néerlandais).

Le concept, très simple, reprend les codes du jeu vidéo. Chaque enfant parcourt son fleuve (par année) avec son avatar numérique et est soumis à autant d'épreuves différentes qu'il y a de mètres à aborder. Intelligent, le programme s'adapte en fonction de ses points forts ou de ses faiblesses. Cela fait plusieurs années que le pédagogie tirage sur les jeux vidéo pour rendre les activités d'apprentissage plus pratiques. "Sur le plan cognitif, ils sont intéressants", confirme le chercheur Benoît Vroet. "Ils sont excellents pour apprendre à planifier une séquence d'action, ils multiplient les possibilités pédagogiques".

